

Brochure n° 3049

Convention collective nationale

IDCC : 1557. – **COMMERCE DES ARTICLES DE SPORTS
ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

AVENANT N° 1 DU 23 AVRIL 2009
À L'ACCORD DU 22 OCTOBRE 2008 RELATIF À L'ÉPARGNE SALARIALE
NOR : *ASET0950816M*
IDCC : 1557

Afin de prendre en compte les dernières modifications issues de la loi du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail et de ses décrets d'application et de permettre le meilleur déploiement possible des dispositifs proposés au niveau de la branche, les parties signataires conviennent de modifier l'accord du 22 octobre 2008 relatif à l'épargne salariale comme indiqué ci-après.

Article 1^{er}

Modification du préambule

Le premier alinéa du préambule est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« En application de l'article 9 de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et de l'article 3 de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail et, plus globalement de la loi n° 2001-152 du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, complétée par la loi du 21 août 2003, les parties au présent accord ont décidé l'organisation d'un accès le plus large et le plus simple possible à l'épargne salariale par la création d'un ensemble de dispositifs dénommé Sport épargne. Les parties signataires souhaitent notamment faciliter la mise en place de la participation et de l'intéressement. Elles ont également décidé la constitution d'un plan d'épargne interentreprises (PEI) et d'un plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCOI) auxquels les entreprises pourront adhérer. En aucun cas les entreprises de la branche ne pourront être obligées d'adhérer à l'un ou l'autre des dispositifs proposés. »

Les autres dispositions du préambule ne sont pas modifiées.

Article 2

Modification de l'article 1.3 « Salariés concernés. – Bénéficiaires »

2.1. Après le 4^e alinéa de l'article 1.3, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par ailleurs, dans les entreprises de moins de 50 salariés appliquant volontairement la participation, les chefs de ces entreprises ou, s'il s'agit de personnes morales, leurs présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire, ainsi que le conjoint du chef d'entreprise s'il bénéficie du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé mentionné à l'article L. 121-4 du code de commerce, peuvent bénéficier de ce régime. »

2.2. Au 5^e alinéa, 1^{er} et 2^e points, les mots « 100 salariés » sont remplacés par les mots « 250 salariés ».

2.3. Le 8^e alinéa est complété par les mots « de la participation » et est ainsi rédigé :

« – lorsque le versement de l'intéressement ou de la participation au titre de la dernière période d'activité intervient après leur départ de l'entreprise, il leur est permis d'affecter tout ou partie de cet intéressement et/ou de cette participation dans le plan d'épargne de l'entreprise qu'ils viennent de quitter ; ce versement bénéficie de l'abondement de l'entreprise s'il existe une règle d'abondement. »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 3

Modification de l'article 1.4.2 « Information individuelle »

3.1. L'alinéa 4 « information lors de chaque opération » est complété par la phrase suivante : « A la suite de tout versement effectué sur son compte, chaque bénéficiaire recevra un relevé d'opération. »

3.2. Au 3^e point du tiret « information annuelle », les mots « prescription de droit commun » sont remplacés par « prescription de 30 ans » et les mots « à la Caisse des dépôts et consignations » par les mots « au fonds de réserve pour les retraites ».

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 4

Modification de l'article 1.7.1 « Alimentation des plans PEI-PERCOI »

4.1. Le 3^e point est ainsi modifié : « versements par les bénéficiaires de tout ou partie des sommes qui leur sont attribuées au titre de la participation aux résultats ».

4.2. Il est créé un 9^e et dernier point :

« Versement initial de l'entreprise au seul PERCOI si l'entreprise le souhaite, même en l'absence de contribution du salarié. »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 5

Création d'un article 1.8 « Forfait social »

5.1. Il est créé un nouvel article 1.8 ainsi rédigé :

« Article 1.8 Forfait social

Depuis le 1^{er} janvier 2009, sont soumises à une contribution appelée « forfait social », instauré par l'article L. 137-15 du code de la sécurité sociale et à la charge des employeurs :

- les sommes versées au titre de la participation et du supplément de réserve spéciale de participation ;
- les sommes versées au titre de l'intéressement et du supplément d'intéressement ;
- l'abondement patronal au plan d'épargne interentreprises (PEI), au plan d'épargne pour la retraite collective interentreprises (PERCOI) et à l'éventuel versement initial au PERCOI.

5.2. Les numérotations des articles suivants du chapitre I^{er} sont modifiées :

- l'article 1.8 « Affectation des sommes collectées » devient l'article 1.9 ;
- l'article 1.9 « Gestion des dispositifs d'épargne salariale » devient l'article 1.10 ;
- l'article 1.10 « Modalités de gestion dans le cadre du PEI-PERCOI » devient l'article 1.11 ;
- l'article 1.11 « Cas de déblocages anticipés » devient l'article 1.12 ;
- l'article 1.12 « Transfert des avoirs » devient l'article 1.13 ;
- l'article 1.13 « Conseils de surveillance des fonds » devient l'article 1.14 ;
- l'article 1.14 « Revenus du PEI-PERCOI » devient l'article 1.15 ;
- l'article 1.15 « Frais de gestion et droits d'entrée » devient l'article 1.16 ;
- l'article 1.16 « Frais de tenue de comptes » devient l'article 1.17 ;
- l'article 1.17 « Commission de suivi » devient l'article 1.18 ;
- l'article 1.18 « Durée de l'accord » devient l'article 1.19 ;
- l'article 1.19 « Dépôt de l'accord et entrée en vigueur » devient l'article 1.20.

Article 6

Modification de l'article 1.8 « Affectation des sommes collectées »

Après le 3^e alinéa de l'article 1.8, il est inséré l'alinéa suivant :

« En particulier, lorsque le salarié n'a pas demandé le versement immédiat des sommes provenant de la participation dans le délai imparti ou en cas de silence de sa part, les sommes affectées au PEI sont investies sur le fonds le plus sécuritaire : "MACIF court terme ES". »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 7

Modification de l'article 1.9

« Gestion des dispositifs d'épargne salariale »

L'alinéa 4 de l'article 1.9 est modifié comme suit :

« Dans le cadre du PERCOI, l'assureur chargé d'assurer les rentes est

MACIF Mutualité, mutuelle régie par le livre II du code de la mutualité dont le siège social se situe Carré Haussmann, 22-28, rue Joubert, 75435 Paris Cedex 9, immatriculée au registre national des mutuelles sous le numéro 779 558 501. »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 8

Modification de l'article 1.11 « Cas de déblocages anticipés »

8.1. Le 1^{er} alinéa est ainsi modifié :

« Les sommes issues de la réserve de participation, si le bénéficiaire n'a pas opté pour la disponibilité immédiate, et les avoirs inscrits en compte sur le PEI peuvent être débloqués par anticipation dans les cas suivants : ».

8.2. Le point *f* est complété par les mots suivants : « cessation de son activité par l'entrepreneur individuel, fin du mandat social, perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ; ».

Article 9

Modification de l'article 1.19 « Dépôt de l'accord et entrée en vigueur »

Les mots « au conseil supérieur de la participation chargé du suivi de la mise en place des accords de branche » sont remplacés par les mots « au conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié ».

Article 10

Modification de l'article 1.20 « Projet de loi en cours et évolution de l'accord »

L'article 1.20 est supprimé.

MODIFICATIONS DU CHAPITRE II « ACCORD DE PARTICIPATION »

Article 11

Modification de l'article 2.3.2 « Répartition »

L'article 2.3.2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les entreprises de moins de 50 salariés appliquant volontairement la participation, pour les chefs de ces entreprises, son conjoint collaborateur ou son conjoint associé au sens de l'article L. 121-4 du code de commerce ou, s'il s'agit de personnes morales, leurs présidents, directeurs généraux, gérants ou membres du directoire, la rémunération à prendre en compte est la rémunération annuelle ou le revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, plafonnés au niveau du salaire le plus élevé versé dans l'entreprise. »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 12

Modification de l'article 2.3.3 « Limite »

Au 2^e alinéa, le mot « salariés » est systématiquement remplacé par le mot « bénéficiaires ».

Article 13

Modification de l'article 2.4 « Collecte et affectation des sommes »

13.1. Le titre de l'article 2.4 est remplacé par « Disponibilité des droits des bénéficiaires »

13.2. L'article 2.4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque bénéficiaire sera informé des sommes qui lui sont attribuées au titre de la participation, du montant dont il peut demander en tout ou partie le versement et du délai au cours duquel il peut formuler sa demande.

Cette information pourra être effectuée par courrier simple, courrier joint au bulletin de paie, courrier remis en main propre contre décharge, lettre recommandée avec avis de réception ou par courrier électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité des données. Le bénéficiaire est réputé avoir été informé 3 jours après l'envoi du courrier ou le jour de la remise du courrier en main propre ou de l'envoi du courrier électronique.

Le bénéficiaire peut effectuer sa demande de versement immédiat dans un délai de 15 jours courant à compter de la date à laquelle il a été informé du montant qui lui est attribué.

Le bénéficiaire peut également demander dans le même délai que tout ou partie des sommes provenant de la réserve spéciale de participation soient affectées :

- à un plan d'épargne à 5 ans (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne de groupe, plan d'épargne interentreprises) ;
- ou à un plan d'épargne retraite collectif (PERCO ou interentreprises PERCOI) où les sommes sont bloquées jusqu'à la liquidation de la retraite, si l'entreprise a mis en place ce dispositif.

En cas de silence du bénéficiaire ou s'il ne demande pas le versement des sommes attribuées au titre de la participation dans le délai de 15 jours mentionné ci-dessus, elles sont affectées à un plan d'épargne (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises ou plan d'épargne groupe) et bloquées 5 ans à compter du premier jour du 5^e mois suivant l'exercice au titre duquel les droits sont nés, sauf cas de déblocage anticipé prévus par la réglementation et rappelés à l'article 1.11 du présent accord.

Dans tous les cas, les entreprises réalisent les versements correspondants avant le premier jour du 5^e mois suivant la clôture de l'exercice au titre duquel la participation est attribuée, après prélèvement de la CSG et de la CRDS.

Passé ce délai, les entreprises complètent ce versement par un intérêt de retard égal à 1,33 fois le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministre chargé de l'économie.

Lorsque le montant net qui leur est attribué n'atteint pas le montant fixé par le décret du 10 novembre 2001 (soit 80 € nets au jour de la signature du présent accord), l'entreprise consultera les salariés, dans les conditions énoncées ci-dessus, afin qu'ils choisissent entre disponibilité immédiate ou blocage des droits ou bien versera directement aux salariés les sommes qui leur reviennent. »

Article 14

Modification de l'article 2.5 « Information des bénéficiaires »

Après l'énumération du 2^e alinéa, il est inséré l'alinéa suivant :
être effectuée par voie électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité des données. »

Article 15

Modification du préambule du chapitre III

Au premier alinéa, le terme « accord-cadre » est complété par les mots « conclu dans les conditions de l'article L. 3312-8 du code du travail et ».

Article 16

Modification de l'article 3.2

« Durée de l'accord-cadre et durée de l'accord d'intéressement »

Les alinéas 1 et 2 de l'article 3.2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les modalités d'intéressement définies au niveau de la branche sont arrêtées pour une durée indéterminée.

Les entreprises de la branche qui opteront pour la mise en place de l'intéressement, le mettront en place pour une durée de 3 ans, selon l'une des modalités suivantes :

1° Par convention ou accord collectif de travail ;

2° Par accord entre l'employeur et les représentants des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise ;

3° Par accord conclu au sein du comité d'entreprise ;

4° A la suite de la ratification, à la majorité des 2/3 du personnel, d'un projet d'accord proposé par l'employeur.

Par ailleurs et si l'accord d'origine le prévoit, il se renouvelle par tacite reconduction si aucune des parties habilitées à négocier ou à ratifier un accord d'intéressement selon les modalités prévues aux 1°, 2° et 3° précédents ne demande de renégociation dans les 3 mois précédant la date d'échéance de l'accord.

Le renouvellement de l'accord sera notifié par la partie la plus diligente au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 17

Modification de l'article 3.4

« Bénéficiaires de l'intéressement »

Aux 2°, 3°, et 4° points, les termes « 100 salariés » sont remplacés par « 250 salariés ».

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 18

Modification de l'article 3.5

« Répartition entre les bénéficiaires »

Aux points 3 et 4, les termes « 100 salariés » sont remplacés par « 250 salariés ».

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 19

Modification de l'article 3.6.3 « Départ d'un salarié »

Le second alinéa de l'article 3.6.3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Si le salarié ne pouvait être atteint à l'adresse indiquée, l'entreprise tiendrait à sa disposition les sommes dues pendant 1 an à l'issue de la date d'exigibilité de la prime telle que définie à l'article 3.6.1 du présent accord. A l'issue de cette période, l'entreprise reverserait le montant de la prime sur un compte ouvert au nom du salarié auprès de la Caisse des dépôts et consignations, où le salarié pourrait l'exiger pendant un délai de 30 ans. »

Article 20

Modification de l'article 3.7.2 « Information individuelle »

Avant le dernier alinéa, il est inséré la phrase suivante :

« Avec l'accord du salarié concerné, la remise de cette fiche distincte peut être effectuée par voie électronique, dans des conditions de nature à garantir l'intégrité des données. »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

MODIFICATIONS DU CHAPITRE IV « RÈGLEMENT DU PEI »

Article 21

Modification de l'article 4.5 « Versements au PEI »

21.1. Après la phrase « L'aide de l'entreprise consiste en la prise en charge des frais de tenue de comptes. L'entreprise peut aussi prévoir des versements complémentaires appelés abondements s'ajoutant à ceux des bénéficiaires. », la phrase suivante est ajoutée :

« Les versements qui pourront bénéficier de l'abondement sur le PEI sont, au choix de l'entreprise, les sommes issues de la participation, de l'intéressement et/ou les versements volontaires des bénéficiaires. »

21.2. Après la phrase « Par année civile et par bénéficiaire, le montant total des versements constituant l'abondement de l'entreprise ne pourra ni dépasser le triple des versements ni excéder le plafond légal en vigueur. », la phrase « Il est rappelé que les sommes issues de la participation ne peuvent pas être abondées. » est supprimée.

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

MODIFICATIONS DU CHAPITRE V « RÈGLEMENT DU PERCOI »

Article 22

Modification de l'article 5.5 « Versements au PERCOI »

22.1. Avant le sous-titre « Abondement de l'entreprise », les phrases et le sous-titre suivants sont insérés :

« Avec l'accord du salarié concerné, la remise de cette fiche distincte peut

« Versement initial de l'entreprise

L'entreprise peut opter pour un versement initial si elle le souhaite, même en l'absence de contribution du bénéficiaire.

Ce versement d'un montant de 1 % du plafond de la sécurité sociale bénéficie à l'ensemble des adhérents qui satisfont aux conditions d'ancienneté.

Ce versement est pris en compte pour apprécier le respect du plafond réglementaire d'abondement de 16 % du PASS ou du plafond inférieur retenu par l'entreprise. »

22.2. Après le sous-titre « Abondement de l'entreprise » et la phrase commençant par « L'aide de l'entreprise consiste... », la phrase suivante est insérée :

« Les versements qui pourront bénéficier de l'abondement sur le PERCOI sont, au choix de l'entreprise, les sommes issues de la participation, de l'intéressement et/ou les versements volontaires des bénéficiaires. »

22.3. A la fin des options d'abondement, la phrase figurant au 2^e alinéa « Il est rappelé aux entreprises que la loi les autorise à abonder la participation lorsque celle-ci est placée dans un PERCO (ou PERCOI). » est supprimée.

De même, la dernière phrase du 4^e alinéa suivant les options d'abondement « Il est rappelé que les sommes issues de la participation peuvent être abondées. » est supprimée.

Article 23

Modification de l'article 5.6 « Affectation des sommes versées »

Au troisième point du deuxième alinéa de l'article 5.6 les mots « FCPE MACIF Equilibre, fonds classé dans la catégorie "diversifié" » sont remplacés par les mots « FCPE MACIF Obligations Europe ES, fonds classé dans la catégorie "obligations et autres titres de créances libellés en euros" ».

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 24

Modification de l'article 5.10 « Délai d'indisponibilité et modalités de versement »

Les alinéas 4 et 5 de l'article 5.10 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Chaque épargnant exprimera son choix 1 mois avant la date de déblocage des sommes selon les modalités suivantes : l'épargnant doit adresser au teneur de compte conservateur de parts une demande de déblocage de ses avoirs, en fournissant à l'appui de sa demande les justificatifs attestant de son départ à la retraite. Dans le même courrier, l'épargnant indique s'il souhaite que ses avoirs soient liquidés sous forme de capital ou de rente viagère acquise à titre onéreux. Dans ce dernier cas, la rente est servie par MACIF Mutualité.

A défaut d'option, la délivrance s'effectue sous forme de rente viagère acquise à titre onéreux servie par MACIF Mutualité. »

Les autres dispositions de cet article ne sont pas modifiées.

Article 25

*Modification de l'annexe III
« Notices d'information des fonds communs de placement »*

La notice d'information du fonds commun de placement « MACIF Equilibre ES » est supprimée et remplacée par la notice d'information du fonds commun de placement « MACIF Obligations Europe ES » figurant en annexe du présent avenant.

Article 26

Dispositions finales

Les autres dispositions de l'accord du 22 octobre 2008 demeurent inchangées et continuent de s'appliquer dans leur rédaction initiale.

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail. Il sera l'objet des formalités d'extension prévues par le code du travail simultanément avec l'accord du 22 octobre 2008.

Fait à Paris, le 23 avril 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FPS ;
DICA.

Syndicats de salariés :

FNECS ;
CSFV CFDT ;
FS CFDT.

NOTICE D'INFORMATION
DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE
MACIF OBLIGATIONS EUROPE ES

Code AMF : 07904

Compartment
Nourricier

oui ☐ non ☒
oui ☒ non ☐

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.
Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de
Macif Gestion

Le FCPE "MACIF OBLIGATIONS EUROPE ES" est un - fonds multientreprises.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code monétaire et financier

créé pour l'application :

- des divers accords de participation passés entre les sociétés et leur personnel.
- des divers PEE, PEL, PERCO et PERCOI établis entre les sociétés et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance est composé pour chaque entreprise adhérente de :

- 2 membres salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés de chaque entreprise élus directement par les porteurs de parts (ou désigné par les comités d'entreprises ou les représentants des diverses organisations syndicales, selon convention par entreprise),
- 1 membre représentant l'entreprise, désigné par la direction de l'entreprise.

Orientation de gestion du fonds :

Le FCPE « **MACIF OBLIGATIONS EUROPE ES** » est classé dans la catégorie « **FCPE obligations et autres titres de créance libellés en euro** ».

Il est un FCPE nourricier du fonds «**MACIF OBLIGATIONS DEVELOPPEMENT DURABLE**» (prospectus joint) également classé en «**FCP obligations et autres titres de créance libellés en euro**».

A ce titre, l'actif du FCPE «**MACIF OBLIGATIONS EUROPE ES**» est investi en totalité et en permanence en parts dudit fonds «**MACIF OBLIGATIONS DEVELOPPEMENT DURABLE**», et le solde en liquidités.

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion du fonds est identique à celui du fonds maître à savoir :

*L'objectif du FCP **MACIF OBLIGATIONS DEVELOPPEMENT DURABLE** est de procurer au souscripteur un rendement de moyen terme (durée minimale de placement recommandée : supérieure à 2 ans) égal au rendement de l'indice d'obligations d'états de la zone euro, EUROMTS 5-7 ans, tout en maintenant un degré de risque limité.*

La performance du fonds sera différente de celle du maître, notamment à cause de ses frais de gestion propres.

Stratégie d'investissement :

Le FCPE est un fonds nourricier du FCP MACIF OBLIGATIONS DEVELOPPEMENT DURABLE. Les actifs du FCPE MACIF OBLIGATIONS EUROPE ES sont composés en totalité et en permanence de parts du FCP MACIF OBLIGATIONS DEVELOPPEMENT DURABLE et à titre accessoire de liquidités.

Rappel de la stratégie d'investissement du fonds maître :

Les actifs de **MACIF OBLIGATIONS DEVELOPPEMENT DURABLE** sont sélectionnés selon des critères sociaux et sociétaux. Ces critères sont :

- Qualité des ressources humaines au sein de l'entreprise
- Respect de l'environnement
- Qualité de la relation avec les clients / fournisseurs
- Le degré de développement gouvernement d'entreprise
- Engagement sociétal de l'entreprise

Ensuite des critères classiques de répartition financière, sectorielle et/ou géographique sont appliqués.

Les principales étapes du processus de gestion sont les suivantes :

La recherche : étudier les liens entre la responsabilité sociale des entreprises, la maîtrise des risques, la création de valeur et la performance financière, afin de déterminer les critères de développement durable.

L'analyse des entreprises et des critères : analyse des entreprises sur la base des informations collectées et validées et des recherches menées.

Le choix des investissements : construction du portefeuille à partir de l'univers d'investissement retenu, en sélectionnant les valeurs appelées à sur performer l'indice et en respectant la diversification sectorielle de ce dernier.

Le contrôle et le suivi : les valeurs sélectionnées font l'objet d'un suivi constant comme le respect des critères de responsabilité sociale et de développement durable. Les arbitrages conduisant à réviser le portefeuille sont également contrôlés.

Durée de placement recommandée :

La durée de placement recommandée est supérieure à 2 ans.

Nous attirons l'attention des porteurs sur la durée légale de blocage de leurs avoirs pendant 5 ans.

Composition de l'OPCVM :

Le **FCP MACIF OBLIGATIONS DEVELOPPEMENT DURABLE** est spécialisé dans la gestion d'un portefeuille exposé en permanence aux marchés de taux de la zone euro pour au moins 60% de la valeur de son actif.

Par ailleurs, le fonds pourra également investir jusqu'à 40% de son actif sur des marchés de taux de pays OCDE ne faisant pas partie de la zone euro, et ce, aussi bien sur des titres libellés en euro, qu'en devises locales (le risque de change du FCP ne dépassant toutefois pas 10% de l'actif).

Néanmoins, les pays n'appartenant ni à l'Union européenne, ni au G7, représenteront au maximum chacun 5 % de l'actif net du fonds. Et la part représentée par l'ensemble de ces pays (n'appartenant ni au G7 ni à l'union européenne) ne pourra pas dépasser 10% de l'actif du FCP.

Le fonds investira aussi bien dans des emprunts émis par des entreprises que des entités gouvernementales ou supranationales, dont la notation long terme sera au moins BBB+.

Le fonds pourra également recourir aux instruments dérivés pour s'exposer/se couvrir sur ces marchés de taux.

Le fonds n'a pas vocation à répliquer l'indice, mais est géré activement à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité de 0 à 8.

De manière accessoire, le fonds pourra également prendre des positions sur des marchés à terme en devises étrangères d'un pays membre de l'OCDE.

Profil de risque :

Le profil de risque du **FCPE MACIF OBLIGATIONS EUROPE ES** est identique à celui du fonds maître à savoir :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ils connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risque de perte en capital

Le fonds n'offre pas de garantie ni protection du capital. Le capital initialement investi peut ne pas être entièrement restitué

Risque de crédit

Le portefeuille peut être investi en obligations privées jusqu'à 50% de son actif. En cas de dégradation de la qualité des émetteurs privés, par exemple de leur notation par les agences de notation financière, la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de taux

En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser.

La valeur des produits en taux fixe peut baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque action

Le fonds est exposé au risque action de façon accessoire (moins de 10%).

Il consiste en la dépendance de la valeur des titres aux fluctuations des marchés. En cas de baisse des marchés actions, la valeur liquidative du fonds peut baisser de manière plus importante que ces marchés.

Fonctionnement du fonds :

- La valeur liquidative est calculée le dernier jour de bourse ouvré non férié de la semaine et est datée de la veille du jour de bourse ouvré non férié suivant.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : **- SOCIETE GENERALE**
50 boulevard Haussmann 75009 PARIS
Affichage dans les entreprises.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'AMF, elle est transmise à l'AMF le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du conseil de surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le conseil de surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre et communiquée sur demande des porteurs de parts par l'entreprise. Un rapport annuel de gestion est par ailleurs adressé aux porteurs de parts par l'entreprise.

- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : **- NATIXIS INTEREPARGNE** - 68/76 quai de la Rapée
75606 PARIS Cedex 12
- CREELIA - 10/14 chemin du Thon - 26956 VALLENCE
ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel l'entreprise aura conclu une convention.

- Modalités de souscription et de rachat :

- apports et retraits :
 - en numéraire ou apports de titres ;
 - possibilité de souscrire en fractions de parts.
- mode d'exécution :
 - prochaine valeur liquidative.
- commission de souscription à l'entrée :
 - 3% maximum
 - à la charge de l'entreprise | selon convention
 - à la charge des porteurs | par entreprise.

Le total des frais de souscription de l'OPCVM maître, Macif Obligations Développement Durable et de Macif Obligations Europe ES s'élève à 3% maximum.

- commission de rachat à la sortie :
 - néant.
- Commission d'arbitrage :
 - selon convention par entreprise.
- Frais de fonctionnement et de gestion du fonds :

- 0,54% l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.

Les frais de gestion de l'OPCVM maître Macif Obligations Développement Durable s'élèvent à 0,60% l'an TTC maximum de l'actif net.

Le total des frais de gestion directs et indirects, à la charge du porteur, s'élève à 1,14 % l'an TTC maximum de l'actif net.

Ces frais ne comprennent pas les honoraires du contrôleur légal des comptes du FCPE, qui sont à la charge de la société de gestion. Le montant de ces honoraires figure dans le rapport annuel de gestion.

- Commission de surperformance :
 - néant.
- Commission de mouvement :
 - néant.
- Affectation des revenus du fonds :
 - réinvestissement dans le fonds.
- Frais de tenue de compte conservation :
 - à la charge de l'entreprise, pour les salariés
 - convention par entreprise, pour les porteurs ayant quitté l'entreprise
- Délai d'indisponibilité :
 - 5 ans

- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO,PERCOI)

- Disponibilité des parts :

- 1er jour du 4ème mois de la 5^{ème} année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les droits sont nés (participation seule ou avec PEE ou PEI ou PEG) ;
- dernier jour du 6^{ème} mois (PEE ou PEI seul) de la cinquième année suivant la clôture de l'exercice au cours duquel les versements ont été effectués (PEE, PEI ou PEG seul) ;
- jusqu'au départ à la retraite du souscripteur (PERCO,PERCOI),

- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance :

Les salariés bénéficiaires ou leurs ayants droit peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts, dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou des règlements des divers plans d'épargne salariale. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'Entreprise au teneur de compte conservateur de parts et sont exécutées au prix de rachat calculé conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas quinze jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

- Valeur de la part à la constitution du fonds :

- 100€.

Nom et adresse des intervenants :

- Société de gestion :

- **MACIF GESTION** - 17-21 place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

- Dépositaire :

- **SOCIETE GENERALE** - Siège social : 29 boulevard Haussmann
75009 PARIS - Adresse postale : 50 boulevard Haussmann - 75009 PARIS

- Conservateur :

- **SOCIETE GENERALE** - Siège social : 29 boulevard Haussmann
75009 PARIS - Adresse postale : 50 boulevard Haussmann - 75009 PARIS

- Contrôleur légal des comptes :

- **AMYOT EXCO AUDIT GRANT THORNTON** - 100 Rue de Courcelle
75017 PARIS.

- Teneur de compte conservateur des parts :

- **NATIXIS INTEREPARGNE** - 68/76 quai de la Rapée -
75606 PARIS Cedex 12
- **CREELIA** - 10/14 chemin du Thon - 26956 VALLENCE
ou tout autre teneur de comptes conservateur de parts avec lequel
l'entreprise aura conclu une convention.

Ce FCPE a été agréé par la COB, devenue AMF, le 9 novembre 2001.

Date de la dernière mise à jour de la notice : 15/10/2007

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE.
Au plus tard quatre mois après la clôture de l'exercice, le rapport annuel certifié du FCPE ainsi que le rapport annuel du FCP maître sont adressés à l'entreprise qui les diffuse ensuite à chacun des porteurs parts.
Les rapports annuels sont consultables sur le site internet MACIF : <http://www.macif.fr/>

La présente notice d'information et le prospectus simplifié du fonds maître doivent être remis aux porteurs préalablement à toute souscription.